



Pour diffusion immédiate : 30/01/2024

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL SIGNE UNE LOI VISANT À PROTÉGER LES  
VICTIMES DE VIOLS ET À FAIRE PORTER AUX COUPABLES LA  
RESPONSABILITÉ DE LEURS ACTES**

***La loi S.3161/A.3340 modernise le droit étatique pour garantir que les actes sexuels non consentis puissent faire l'objet de poursuites pénales pour viol***

***La gouverneure Hochul donne la priorité à la protection des victimes en signant la loi sur les victimes adultes et en renforçant l'aide apportée aux victimes de violences domestiques***

La gouverneure Kathy Hochul a signé aujourd'hui une loi visant à moderniser la législation de l'État de New York pour protéger les victimes de viol et faire porter aux coupables d'agressions sexuelles la responsabilité de leurs actes. La loi S.3161/A.3340 redéfinit la notion de viol dans le code pénal pour étendre les poursuites pénales pour viol à d'autres formes d'actes sexuels non consentis ou contraints. Depuis sa prise de fonction, la gouverneure Hochul a axé son action sur le soutien aux victimes en signant la loi sur les victimes adultes, en instaurant de nouveaux dispositifs de protection pour les victimes de violence domestique et en renforçant la répression contre le trafic humain.

« Nous voulons réaffirmer aux victimes qui se présentent à un commissariat de police ou comparaissent à la barre des témoins qu'à compter d'aujourd'hui, la loi tout entière est de leur côté, **a déclaré la gouverneure Hochul**. Le viol sera traité comme un crime immonde, parce que c'est ce qu'il est. Nous avons entendu les voix qui se sont élevées et nous assurons que justice sera rendue. »

La loi (S.3161/A.3340), également surnommée comme la motion « Un viol est un viol », élimine la nécessité d'une pénétration pour qu'un acte soit qualifié de viol. Elle inclut dans la définition de « viol » tout contact sexuel vaginal, oral et anal. La législation excluait en effet jusqu'alors les pratiques sexuelles orales et anales, et n'incluait, dans la notion de viol, qu'un certain type d'acte vaginal. En modernisant la notion de viol dans l'État de New York, la nouvelle loi garantit la protection de toutes les victimes de ces crimes et fait porter une pleine responsabilité aux coupables.

**Pour le sénateur d'État, Brad Hoylman-Sigal,** « un viol est un viol. C'est aussi simple que cela. Nous ne pouvons pas permettre que, dans l'État de New York, des notions sexuelles hétéronormative d'un autre âge viennent restreindre notre capacité à reconnaître les victimes de tels actes et à punir les coupables. Je félicite la gouverneure Hochul d'avoir signé ce projet de loi (S8008), ainsi que l'amendement proposé pour élargir la définition du viol à tout contact oral, anal et vaginal, qu'il y ait eu ou non pénétration. Cette modification de la loi permettra de faire porter plus facilement aux auteurs de crimes sexuels la responsabilité de leurs actes. Elle sera particulièrement utile pour protéger les membres de la communauté LGBTQ+ qui sont bien plus souvent victimes de viols et d'agressions sexuelles que les hétérosexuels cisgenres en Amérique. Je remercie Catalina Cruz, membre de l'Assemblée, de s'être battue pour un tel changement, ainsi que la cheffe de la majorité Andrea Stewart-Cousins qui a fait de ce projet de loi une priorité au sein du Sénat. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude à Lydia Cuomo, une victime courageuse dont le militantisme et la persévérance nous ont ouvert les yeux sur ce changement si nécessaire. »

**Catalina Cruz, membre de l'Assemblée, a déclaré :** « Aujourd'hui, la motion « Un viol est un viol » a été inscrite dans la législation. C'est un message que nous voulons adresser aux victimes : ce qu'ils ont vécu était bel et bien un viol et il faut que ce soit reconnu comme tel. Cette importante modification de la loi tient compte de tout l'éventail des souffrances subies par les victimes. Je suis profondément reconnaissante à Lydia Cuomo pour son courage et sa détermination à défendre les victimes. Le terrible viol qu'elle a subi a été l'étincelle qui a poussé à modifier notre législation. Je tiens aussi à remercier mes collègues de l'Assemblée, et tout particulièrement Aravella Simotas, ancienne membre de l'Assemblée, qui est à l'origine de ce projet parce qu'elle a refusé de rester sans rien faire face à l'injustice dont Lydia était l'objet. Je remercie le porte-parole Carl Heastie qui a porté cette loi au fil des années et l'a fait voter, ainsi que le sénateur Brad Hoylman-Sigal, parrain de ce projet de loi auprès du Sénat, qui s'est dévoué corps et âme à cette cause jusqu'à ce que le Sénat valide cette nouvelle définition. Enfin, je tiens à remercier la gouverneure Hochul d'avoir signé la loi aujourd'hui pour que les victimes de viols soient enfin entendues ».

Dès son entrée en fonction, la gouverneure Hochul a donné la priorité au soutien des victimes et à la condamnation des coupables. Elle a ainsi [signé](#), en 2022, la loi des victimes adultes, qui accorde aux victimes une période d'un an au cours de laquelle elles peuvent poursuivre leurs agresseurs en justice. La gouverneure Hochul a également signé une loi pour [mettre en place](#) un système de suivi des kits de prélèvement en cas de viol dans l'État de New York, [renforcer](#) la protection et le soutien aux victimes de violences domestiques et [réprimer plus sévèrement](#) le trafic humain. Elle a adopté de nouveaux dispositifs qui [durcissent](#) les lois contre le « revenge porn » afin d'inclure les deepfakes, [renforcent la répression](#) contre les agressions sexuelles sur mineurs et [élargissent](#) la définition de « coercition illégale » en y incluant les pressions exercées sur une personne, par des menaces d'ordre physique ou émotionnel, pour la forcer à partager des images intimes.

La gouverneure Hochul a déployé de nouvelles ressources, au sein du gouvernement étatique, pour assurer la protection des victimes. L'an dernier, la gouverneure Hochul a [annoncé](#) de nouvelles directives pour les forces de l'ordre en cas d'incidents domestiques. Elle a aussi [annoncé](#) la mise à disposition d'un nouveau formulaire simplifié pour les personnes souhaitant obtenir une aide de l'État pour des dépenses liées à des actes criminels.

En outre, la gouverneure a pris des mesures fortes pour protéger les personnes du harcèlement et des agressions sexuelles dans le cadre professionnel. Elle a ainsi [lancé](#) une ligne d'assistance téléphonique en cas de harcèlement sexuel sur le lieu de travail pour l'État de New York, [signé](#) de nouvelles lois pour protéger les employés des inconduites sexuelles sur le lieu de travail et [conçu](#) un modèle de règlement en matière de harcèlement sexuel à l'usage des employeurs.

Le discours de la gouverneure Hochul sur [l'état de l'État en 2024](#) prévoit des mesures importantes pour protéger les victimes de violences domestiques. La gouverneure propose des investissements audacieux dans un ensemble de stratégies éprouvées visant à augmenter les chances de succès des poursuites dans les affaires de violence domestique et de saisie des armes à feu, à dissuader les délinquants à haut risque de commettre d'autres actes de violence et à aider les survivants à se rétablir :

- Fournir un financement spécifique aux bureaux des procureurs dans les juridictions GIVE pour étendre DV STAT, un modèle d'abord piloté dans le Queens qui soutient la collecte de preuves et l'établissement de relations avec les victimes avant même qu'une arrestation ne soit effectuée.
- Fournir des fonds aux juridictions pour qu'elles mettent en œuvre des outils d'évaluation des risques « de référence » afin de se concentrer sur les auteurs et les victimes de violence domestique à haut risque ;
- Fournir un financement spécifique aux juridictions GIVE pour qu'elles se concentrent sur les auteurs de violences domestiques, en identifiant les individus les plus à risque et en les faisant participer à la réduction de la récidive ;
- Fournir des financements pour étendre le programme de surveillance contre l'engagement violent (Supervision Against Violent Engagement, SAVE) afin d'améliorer la sécurité publique parmi les personnes récemment libérées en mettant l'accent sur la violence domestique ;
- Fournir un financement aux juridictions locales en partenariat avec les CAC pour renforcer la capacité de collecte de données des forces de l'ordre locales et pour travailler avec le bureau chargé de la prévention de la violence domestique (Office for the Prevention of Domestic Violence) de l'État afin d'examiner la capacité actuelle de l'État à partager les informations des forces de l'ordre en ce qui concerne les rapports sur la violence domestique. L'État de New York modernisera l'utilisation des données critiques disponibles lors de la réponse aux appels de service domestique par le biais du Domestic Incident Reporting et élargira l'utilisation du système national de signalement des incidents (National Incident Based Reporting System) afin que les informations et les rapports

critiques et susceptibles de sauver des vies soient électroniques, partageables et consultables dans l'ensemble de tout l'État ;

- Poursuivre l'engagement du gouverneur à fournir aux survivants l'aide financière d'urgence et flexible dont ils ont besoin au moment de la crise, par le biais de micro-subsidies à utiliser pour couvrir les dépenses dans les situations d'urgence.

**La commissaire de la Division des services de justice pénale (Division of Criminal Justice Services, DCJS) de l'État de New York, Rossana Rosado, s'est exprimée en ces termes :** « La DCJS est fière de travailler à garantir la formation et l'information des forces de l'ordre dans tout l'État de New York pour qu'elles soient en mesure de prendre en charge les victimes de viols et d'agressions sexuelles avec tact, professionnalisme et respect. Nous remercions la gouverneure Hochul pour sa contribution infaillible aux questions de sécurité publique. La loi qu'elle a signée permettra de faire entendre les voix des victimes et de faire porter aux coupables la responsabilité de leurs actes. »

**La directrice exécutive du Bureau de prévention de la violence domestique (Office for Prevention of Domestic Violence, OPDV), Kelli Owens, a remercié :** « la gouverneure Hochul, le sénateur Hoylman-Sigal et la membre de l'Assemblée Cruz pour cette mesure importante visant à prendre en compte le traumatisme subi par les victimes d'agressions sexuelles en faisant porter aux coupables la responsabilité de leurs actes. Cette loi est le reflet des initiatives et des actions mises en place par New York et par l'OPDV pour soutenir les victimes en tenant compte des traumatismes subis, en concentrant les efforts sur les victimes et en s'adaptant à l'évolution de la société. »

**Selon John Watson, directeur faisant fonction du Bureau des services aux victimes (Office of Victim Services),** « depuis la prise de fonction de Mme la gouverneure Hochul, l'État de New York a étendu la protection apportée aux victimes de crimes et assuré le financement de programmes offrant des services essentiels aux victimes de viols, d'agressions sexuelles et d'autres crimes. Je remercie les professionnels compétents qui ont consacré leur carrière à assister les New-Yorkais et je félicite la gouverneure Hochul pour son engagement constant à défendre les droits des victimes de crimes et à leur prodiguer les services dont elles ont besoin. »

**L'ancienne membre de l'Assemblée, Aravella Simotas, a souligné que** « les mots ont un pouvoir. En modernisant des lois sur le viol qui sont désuètes, nous reconnaissons le traumatisme subi par les victimes et nous faisons un pas de plus pour promouvoir l'égalité. Merci à Catalina Cruz, membre de l'Assemblée, pour son investissement sur le plan législatif, sa détermination et sa passion. Je n'aurais pas pu rêver meilleure défenseuse pour cette cause. Sans l'engagement inébranlable de l'Assemblée, nous n'en serions pas arrivés, aujourd'hui, à voir ce projet de loi être adopté. Merci au porte-parole Carl Heastie, pour sa force de persuasion et sa gentillesse. J'ai également une grande dette de reconnaissance envers le sénateur Brad Hoylman-Sigal, qui a été à mes côtés dès l'émergence de cette priorité législative,

et envers la cheffe de la majorité Andrea Stewart Cousins qui a veillé à mener cette mesure devant le Sénat, jusqu'à sa conclusion heureuse. Je remercie également la gouverneure Kathy Hochul : elle a su comprendre immédiatement que ce texte visait à rendre visibles les traumatismes. Enfin, ce changement majeur n'aurait pas vu le jour sans Lydia Cuomo, qui a transformé la tragédie qu'elle a vécue en une belle victoire sur la vie. Elle est allée jusqu'à Albany pour raconter son histoire et sensibiliser les législateurs, les magistrats et le public sur les effets des définitions erronées, misogynes et homophobes de notre code pénal. Merci de nous avoir montré comment aller de l'avant pour le bien de toutes les victimes de viol. »

**Le procureur de district du comté d'Érié et président de l'association des procureurs de district de l'État de New York, John J. Flynn, a déclaré :** « depuis longtemps déjà, l'association des procureurs de district de l'État de New York soutient et défend la nécessité de supprimer la notion de pénétration dans la qualification d'un viol dans l'État de New York. Nous félicitons Mme la gouverneure et la législature pour leur travail acharné en ce sens et pour avoir modernisé nos lois sur les crimes sexuels en supprimant une exigence de pénétration misogyne et sexiste. »

**Pour William Rivera, directeur exécutif par intérim de la Coalition contre les agressions sexuelles de l'État de New York (New York State Coalition Against Sexual Assault, NYSCASA),** « cela fait trop longtemps que la définition obsolète du viol, dans la législation new-yorkaise, empêche les victimes d'obtenir la justice qu'elles méritent. Le texte ratifié aujourd'hui constitue un changement majeur : il garantit que la définition légale des contacts sexuels non consentis reflète mieux le vécu des victimes et leur vision de la justice. Nous félicitons Mme la gouverneure Hochul pour cette ratification de loi et ce grand pas franchi en faveur d'un État de New York plus juste pour toutes les victimes de violences sexuelles. »

**Emily Miles, directrice exécutive de l'alliance contre les agressions sexuelles (Alliance Against Sexual Assault) de la ville de New York estime qu'**« avec la signature de cette législation et l'élargissement de la définition du viol, le code pénal new-yorkais s'aligne enfin sur le vécu de milliers de victimes à New York. L'Alliance tient à exprimer sa reconnaissance à la gouverneure Hochul, au sénateur Hoylman-Sigal et à la membre de l'Assemblée Cruz pour leur engagement afin de faire entendre les voix de TOUTES les victimes et d'accorder l'attention que leur expérience et leur vécu méritent. »

Le Bureau des services aux victimes (Office of Victim Services) [rembourse directement les prestataires médicaux pour le coût d'un examen médico-légal pour viol \(FRE\)](#) si une personne n'a pas d'assurance maladie privée ou choisit de ne pas utiliser son assurance maladie privée pour l'examen. Cette mesure constitue une exception à la règle du payeur en dernier ressort de l'agence et garantit le respect de la vie privée des victimes. Le Bureau des services aux victimes accepte également les demandes d'indemnisation FRE au lieu des rapports de police, [ce qui permet aux personnes de demander une aide financière et un remboursement à l'OVS pour d'autres dépenses liées à l'acte criminel.](#)

L'OOPS finance et soutient 239 programmes d'aide aux victimes dans tout l'État, qui fournissent des services essentiels, tels que des conseils en cas de crise, des groupes de soutien, la gestion des dossiers, des hébergements d'urgence, une aide juridique civile et une aide au déménagement, entre autres, aux victimes et aux survivants d'agressions sexuelles et d'autres crimes, ainsi qu'à leurs familles. Les particuliers peuvent consulter [ovs.ny.gov/connect](https://ovs.ny.gov/connect) pour découvrir ces programmes, qui offrent des services gratuits, que la personne ait ou non signalé le délit à la police. La ligne d'assistance téléphonique de l'État de New York pour les violences domestiques et sexuelles est disponible pour un soutien confidentiel et une assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 : 800-942-6906 (téléphone), 844-997-2121 (message) et [opdv.ny.gov](https://opdv.ny.gov) (chat).

###

D'autres informations sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](https://www.governor.ny.gov).  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418  
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :  
[ny.gov/signup](https://ny.gov/signup) | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)